

Unité départementale des Yvelines  
35 rue de Noailles  
Bâtiment B1  
78000 Versailles

Versailles, le 20/04/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 26/01/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **IMPLUS EU**

6, Avenue du Val  
78520 Limay

Code AIOT : 0006520506  
Hélios : 58873

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/01/2023 dans l'établissement IMPLUS EU implanté 6, Avenue du Val 78520 Limay. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection a été réalisée pour vérifier le respect des arrêtés de mise en demeure du 23 mai 2019 et du 14 août 2020 ainsi que le respect des prescriptions faisant l'objet d'une astreinte administrative fixée par l'arrêté du 14 août 2020.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- IMPLUS EU
- 6, Avenue du Val 78520 Limay
- Code AIOT : 0006520506
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société IMPLUS EU exploite un entrepôt de stockage de deux cellules de 6 000 m<sup>2</sup> pour le stockage de produits combustibles et de polymères.

L'exploitant IMPLUS EU est autorisé à exploiter ses installations de LIMAY par arrêté préfectoral d'enregistrement n° 2016-40397 du 2 décembre 2016.

Rubrique 1510-2 : 2 cellules, 19 690 tonnes pour un volume d'entrepôt de 149 098 m<sup>3</sup>  
Rubrique 2663-2b (pneumatiques et produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composé de polymères) : 2 cellules, volume stocké 35 702 m<sup>3</sup>

Les enjeux principaux pour ce type d'installation sont les risques d'incendie et celui de pollution des eaux et des sols en cas d'incendie.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 14 août 2020
- Respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 23 mai 2019
- Respect des prescriptions faisant l'objet d'une astreinte administrative fixée par l'arrêté préfectoral du 14 août 2020

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Situation administrative au titre des ICPE	Code de l'environnement du 01/01/2021, article R.511-9 et son annexe, rubrique 1510	/	Mise en demeure, dépôt de dossier, Lettre de suite préfectorale	3 mois
2	Conformité du site	AP de Mise en Demeure du 14/08/2020, article 1er	Mise en demeure, respect de prescription	Astreinte	/
3	Contenu du dossier	AP de Mise en Demeure du 23/05/2019, article 1er	Mise en demeure respect de prescription	Astreinte	/
4	Autorisation de déversement	AP de Mise en Demeure du 14/08/2020, article 1er	Mise en demeure, respect de prescription	Astreinte	/
6	Etat des matières stockées - gestion accidentelle (Autorisation et Enregistrement)	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point I.1) du 1.4 de l'annexe II	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
7	Etat des matières stockées - information de la population (A et Enr)	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point I.2) du 1.4 de l'annexe II	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
8	Matières dangereuses et chimiquement incompatibles	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 8 de l'annexe II	/	Mise en demeure, respect de prescription	7 jours

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
9	Conditions de stockage	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 9 l'annexe II	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
10	Effets thermiques sur les tiers (A et Enr)	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe VIII	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
11	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 13 de l'annexe II	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
12	Consignes	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II point 21	Astreinte administrative	Liquidation partielle d'astreinte	
13	Accessibilité services de secours	AP de Mise en Demeure du 14/08/2020, article 1er	Mise en demeure, respect de prescription	Astreinte	/
14	Eaux extinction incendie	AP de Mise en Demeure du 14/08/2020, article 1er	Mise en demeure, respect de prescription	Astreinte	/
15	Désenfumage	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, point 5 de l'annexe II	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
16	Evacuation du personnel	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, point 14 de l'annexe II	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
17	Enregistrement ECHA	Règlement européen du 18/12/2006, article 6.1	/	Mesures d'urgence, Mise en demeure, produits chimiques	7 jours pour la mesure d'urgence, 1 et 3 mois pour mise en demeure
18	Fiche de données de sécurité	Règlement européen du 18/12/2006, article Annexe II	/	Mise en demeure, produits chimiques	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	Etat des matières stockées, périodicité et disponibilité	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Point I du 1.4 de l'annexe II.	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a constaté la présence de quantités importantes d'aérosols relevant de la rubrique 4320 pour lesquels l'exploitant ne dispose pas d'autorisation, tant au titre de la réglementation ICPE que celle relative aux produits chimiques (règlement REACH).

L'exploitant n'a pas mis en oeuvre les actions nécessaires pour respecter les arrêtés de mise en demeure et d'astreinte qui lui sont applicables.

Compte-tenu des enjeux concernant le risque incendie, il est proposé un arrêté de mesure d'urgence et une nouvelle astreinte administrative.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Situation administrative au titre des ICPE**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement , article R. 511-9 et son annexe, rubrique 1510
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, 1. Appréciation des dangers
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques</p>
<p><b>Constats :</b> L'exploitant a indiqué stocker des produits divers pour le fitness et le sport ainsi que des aérosols.</p> <p>L'inspection a indiqué à l'exploitant que l'entrepôt dispose d'un enregistrement pour la rubrique 1510 (entrepôts couverts) et pour la rubrique 2663 (pneumatique et produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères). L'inspection demande à l'exploitant de se repositionner sur son classement à la suite des évolutions de la nomenclature ICPE et notamment de la rubrique 1510.</p> <p>Dans son dossier d'enregistrement, l'exploitant a indiqué pouvoir stocker 480 tonnes d'aérosols au titre de la rubrique 4321 et donc être non classé au titre de cette rubrique (car inférieur au seuil de classement ICPE).</p> <p>Trois fiches de données de sécurité (FDS) des aérosols stockés ont été fournies à l'inspection. L'analyse de ces FDS conduit à considérer que les produits stockés relèvent de la rubrique 4320 de la nomenclature ICPE (contenant des gaz inflammables de catégorie 1 ou 2), et non de la rubrique 4321.</p> <p>Le jour de l'inspection, 118 tonnes d'aérosol étaient présents dans l'entrepôt.</p> <p>Ainsi, il est considéré que la quantité d'aérosols extrêmement inflammables ou inflammables de catégorie 1 ou 2 contenant des gaz inflammables de catégorie 1 ou 2 ou des liquides inflammables de catégorie 1 susceptible d'être présente dans l'installation est de 480 tonnes.</p> <p>L'exploitant est donc en défaut d'autorisation au titre de rubrique 4320 de la nomenclature ICPE et relève du Seuil Bas Seveso compte-tenu de la quantité susceptible d'être présente dans l'installation (supérieure à 150 tonnes). A noter que le Seuil Haut Seveso est à 500 tonnes.</p> <p><u>Conclusion :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Proposition de mise en demeure (délai : 3 mois) : L'exploitant doit se positionner sur la situation administrative de son site, au regard des aérosols stockés : - soit en cessant l'activité de stockage d'aérosols relevant de la rubrique 4320. Dans ce cas, il devra le notifier à Monsieur le Préfet des Yvelines, - soit en poursuivant son activité. Dans ce cas, il devra déposer un dossier de demande d'autorisation environnementale, par téléprocédure.</li> <li>• Lettre préfectorale (délai : 3 mois) : L'exploitant doit également se repositionner sur le classement de son installation à la suite des modifications de la nomenclature ICPE notamment de la rubrique 1510.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, dépôt de dossier, Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

## N° 2 : Conformité du site

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 14/08/2020, article 1er et Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Conformité
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Date d'inspection : 26 février 2020 Suites données : Mise en demeure, respect de prescriptions Echéance : 14 novembre 2020
<b>Prescription contrôlée :</b> "La société IMPLUS EU [...] est mise en demeure de respecter, dans le délai de trois mois à compter de la notification de la présente décision, les prescriptions des articles suivants de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 11 avril 2017 susvisé : - article 1.1, en transmettant à l'inspection des installations classées un dossier de conformité de ses installations à l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 susvisé et au dossier d'enregistrement déposé le 28 juin 2016 et complété le 29 août 2016 "
<b>Constats :</b> L'exploitant a indiqué avoir déposé le dossier de mise en conformité à l'inspection.  L'inspection n'a reçu aucun dossier de conformité des installations par rapport au dossier d'enregistrement déposé en 2016 et à l'arrêté ministériel du 11/04/2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, de la part de la société IMPLUS EU.  <u>Conclusion :</u> la mise en demeure ne peut pas être levée.  Proposition : astreinte journalière de 10 euros par jour pendant 90 jours, puis 100 euros par jour jusqu'à la satisfaction du respect des prescriptions de l'arrêté de mise en demeure du 14 août 2020.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Astreinte
<b>Proposition de délais :</b> /

**N° 3 : Contenu du dossier**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 23/05/2019, article 1er, Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dossier ICPE
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Date d'inspection : 18 avril 2019 Suites données : Mise en demeure, respect de prescriptions Echéance : 23/06/2019
<b>Prescription contrôlée :</b> "La société IMPLUS EU [...] est mise en demeure de respecter : - dans le délai d'un mois à compter de la notification de la présente décision: - les prescriptions de l'article 1.2 « Contenu du dossier » de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, y compris lorsqu'ils relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques 1530, 1532, 2662 ou 2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, en établissant un dossier, facilement accessible, sur le site, comportant tous les documents mentionnés dans cet article ;"
<b>Constats :</b> L'exploitant n'a pas été en mesure de fournir à l'inspection le dossier comportant tous les éléments mentionnés à l'article 1.2.  <u>Conclusion :</u> la mise en demeure ne peut pas être levée.  Proposition : astreinte journalière de 10 euros par jour pendant 90 jours, puis 100 euros par jours jusqu'à la satisfaction du respect des prescriptions de l'arrêté de mise en demeure du 23 mai 2019.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Astreinte
<b>Proposition de délais :</b> /



#### N° 4 : Autorisation de déversement

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 14/08/2020, article 1er, Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.6.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, déversement eaux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Date d'inspection : 26 février 2020 Suites données : Mise en demeure, respect de prescriptions Echéance : 14 novembre 2020
<b>Prescription contrôlée :</b> "La société IMPLUS EU [...] est mise en demeure de respecter, dans le délai de trois mois à compter de la notification de la présente décision, les prescriptions des articles suivants de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 11 avril 2017 susvisé : [...] - article 1.6.5, en transmettant à l'inspection des installations classées l'autorisation de déversement des différents rejets (eaux usées et pluviales) dans les réseaux communaux ;"
<b>Constats :</b> L'exploitant n'a pas été en mesure de fournir à l'inspection l'autorisation de déversement des différents rejets (eaux usées et pluviales) dans les réseaux communaux.  <u>Conclusion :</u> la mise en demeure ne peut pas être levée.  Proposition : astreinte journalière de 10 euros par jour pendant 90 jours, puis 100 euros par jours jusqu'à la satisfaction du respect des prescriptions de l'arrêté de mise en demeure du 14 août 2020.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Astreinte
<b>Proposition de délais :</b> /

#### N° 5 : Etat des matières stockées, périodicité et disponibilité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article I du Point 1.4 de l'annexe II
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, 3. Organisation et moyens pour établir et actualiser un état des stocks.
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> I. - Dispositions applicables aux installations à enregistrement et autorisation :  L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. [...] L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.  Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne.  Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.

L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.

L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent, ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition, dans les mêmes conditions que l'état des matières stockées.

**Constats :**

L'exploitant a présenté un état des stocks à la date du jour de l'inspection.

L'exploitant a indiqué qu'un recalage est effectué tous les jours sur une partie des stocks, afin que l'intégralité des emplacements aient été recalés sur l'année.

L'exploitant a fourni à l'inspection trois fiches de données de sécurité de produits stockés. La mise à jour de ces fiches date respectivement du 17/12/2019, 16/09/2021 et 08/10/2021. Les FDS fournies ne contiennent pas tous les éléments requis au titre du règlement CLP et notamment les numéros d'enregistrement REACH des substances ou l'usage de ces produits.

De plus, il a été mis en évidence que les conditions de stockage et d'intervention en cas de sinistre qui sont mentionnées dans les FDS et dans l'arrêté ministériel du 11/04/2017 ne sont pas appliquées dans l'entrepôt (stockage dans un lieu dédié, utilisation d'eau à proscrire, formation de gaz toxique, ...). Les fiches de constat n°17 et n°18 détaillent les suites données par rapport à l'enregistrement auprès de l'Agence européenne des produits chimiques et aux fiches de données de sécurité.

L'exploitant indique que l'état des stocks est réalisé sur un logiciel accessible partout dès lors qu'il y a un accès à internet.

Il a été vérifié l'adéquation entre la localisation réelle de certains aérosols et ce qui a été indiqué dans l'état des stocks. L'inspection n'a pas d'observation à faire.

Conclusion : sans observation pour la prescription contrôlée.

Les autres suites sont décrites dans les fiches de constat n°17 et n°18.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article: I.1 du Point 1.4 de l'annexe II
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, 3. Connaître les quantités de matières dangereuses
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.  Cet état des matières stockées permet de répondre à l'objectif suivant :</p> <p>1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</p> <p>Pour les matières dangereuses, devront figurer, <i>a minima</i>, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, <i>a minima</i>, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.</p> <p>Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ; [...]</p>
<p><b>Constats :</b>  L'inspection a constaté que l'exploitant ne possède pas d'état des stocks intelligibles par les pouvoirs publics. L'état des stocks est une liste non explicite de produits stockés avec leur emplacement, non explicite au regard des dangers inhérents à ces différents produits en cas d'incendie.</p> <p>L'inspection a vérifié par sondage l'emplacement de deux produits (BM003B et BL003C). Les emplacements des produits étaient cohérents avec l'état des stocks.</p> <p>De plus, l'exploitant stocke des aérosols en quantité importante sans identifier les rubriques ICPE concernées ni afficher le type de danger.</p> <p><u>Conclusion :</u> Proposition de mise en demeure (délai : 1 mois)  -l'exploitant doit établir un état des stocks intelligibles par les pouvoirs publics (nature et quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque cellule, régulièrement tenu à jour) conformément à la réglementation.  - l'exploitant doit faire figurer, pour les matières dangereuses, <i>a minima</i>, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés, notamment en cas d'incendie.  -l'exploitant doit tenir cet état des stocks à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 7 : Etat des matières stockées d'information de la population (Autorisation et Enregistrement)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.2
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, 3. Inventaire synthétique
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. Cet état des matières stockées permet de répondre à l'objectif suivant : [...] 2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.
<b>Constats :</b> L'inspection a constaté que l'état des stocks ne comporte pas d'informations lisibles par le public (quantités renseignées par classe de danger).  <u>Conclusion :</u> Proposition de lettre préfectorale (délai : 1 mois) L'exploitant doit établir un état des stocks sous format synthétique permettant de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque cellule. L'exploitant tient à la disposition du préfet ce format. A titre d'information, la circulaire technique T661 révisée produite par le syndicat professionnel "France Chimie" est disponible en ligne ; elle donne des recommandations pour établir un état des stocks, y compris pour le secteur de la logistique.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

## N° 8 : Matières dangereuses et chimiquement incompatibles

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 8 de l'annexe II
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, 2.a / 2.c Prévention des départs de feu ou des effets sur les tiers
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les matières chimiquement incompatibles ou qui peuvent entrer en réaction entre elles de façon dangereuse ou qui sont de nature à aggraver un incendie, ne doivent pas être stockées dans la même cellule, sauf si l'exploitant met en place des séparations physiques entre ces matières permettant d'atteindre les mêmes objectifs de sécurité.  De plus, les matières dangereuses sont stockées dans des cellules particulières dont la zone de stockage fait l'objet d'aménagements spécifiques comportant des moyens adaptés de prévention et de protection aux risques. Ces cellules particulières sont situées en rez-de-chaussée sans être surmontées d'étages ou de niveaux et ne comportent pas de mezzanines.  Ces dispositions ne sont pas applicables dans les zones de préparation des commandes ou dans les zones de réception.
<b>Constats :</b> L'inspection a constaté le stockage de 118 tonnes d'aérosols à la date de l'inspection. L'inspection a constaté que les aérosols sont stockés avec les autres marchandises sur l'ensemble de la surface de l'entrepôt, sans séparations physiques. L'inspection a constaté que les palettes d'aérosols ne font l'objet d'aucun étiquetage spécifique.  <b>Conclusion :</b> Proposition de mise en demeure (délai : 7 jours) l'exploitant doit séparer les matières qui sont de nature à aggraver un incendie des autres matières, dans une cellule séparée, sauf s'il met en place des séparations physiques entre les matières permettant d'atteindre les mêmes objectifs de sécurité. De plus, les matières dangereuses sont stockées dans des cellules particulières dont la zone de stockage fait l'objet d'aménagements spécifiques comportant des moyens adaptés de prévention et de protection aux risques.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 7 jours

## N° 9 : Conditions de stockage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 9 de l'annexe II
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, 2.a Prévention des départs de feu
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Une distance minimale nécessaire au bon fonctionnement du système d'extinction automatique d'incendie, lorsqu'il existe, est maintenue entre les stockages et la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage. Les matières stockées en vrac sont par ailleurs séparées des autres matières par un espace minimum de 3 mètres sur le ou les côtés ouverts. Une distance minimale de 1 mètre est respectée par rapport aux parois et aux éléments de structure ainsi que la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage. Les matières stockées en masse forment des îlots limités de la façon suivante : 1° Surface maximale des îlots au sol : 500 m <sup>2</sup> ; 2° Hauteur maximale de stockage : 8 mètres maximum ; 3° Largeurs des allées entre îlots : 2 mètres minimum.  En l'absence de système d'extinction automatique, les matières stockées en rayonnage ou en palettier respectent les dispositions suivantes : 1° Hauteur maximale de stockage : 10 mètres maximum ; 2° Largeurs des allées entre ensembles de rayonnages ou de palettiers : 2 mètres minimum.] Ces dispositions sont non applicables aux installations existantes av 2003 et aux installations nouvellement soumises à 1510.  La hauteur des matières dangereuses liquides est limitée à 5 mètres par rapport au sol intérieur, quel que soit le mode de stockage.  En présence d'un système d'extinction automatique compatible avec les produits entreposés, la hauteur de stockage en rayonnage ou en palettier, pour les liquides inflammables est limitée à : - 7,60 mètres pour les récipients de volume strictement supérieur à 30 L et inférieur à 230 L ; - 5 mètres par rapport au sol intérieur pour les récipients de volume strictement supérieur à 230 L. - la hauteur n'est pas limitée pour les autres matières dangereuses.  Le stockage en mezzanine de tout produit relevant de l'une au moins des rubriques 2662 ou 2663, au-delà d'un volume correspondant au seuil de la déclaration de ces rubriques, est interdit. Cette disposition n'est pas applicable pour les installations soumises à déclaration, ou en présence d'un système d'extinction automatique adapté.
<b>Constats :</b> L'inspection a constaté que les conditions de stockage des matières combustibles (hors matières dangereuses) sont respectées.  L'inspection a constaté un chariot en charge au sein de l'entrepôt et non dans le local de charge.  <u>Conclusion : proposition de lettre préfectorale (délai 1 mois)</u> l'exploitant doit s'assurer à ce que la charge des chariots de manutention soit réalisée dans le local de charge conformément au point 17 de l'annexe II de l'arrêté du 11/04/2017.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 10 : Effets thermiques sur les tiers (Autorisation et Enregistrement)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe VIII
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, 2.c Prévenir les effets thermiques sur les tiers
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant élabore avant le 1er janvier 2023 pour les installations à enregistrement ou autorisation et avant le 1er janvier 2026 pour les installations à déclaration une étude visant à déterminer les distances correspondant à des effets thermiques en cas d'incendie de 8 kW/m<sup>2</sup>. Les distances sont au minimum soit celles calculées, à hauteur de cible ou à défaut à hauteur d'homme, pour chaque cellule en feu prise individuellement par la méthode FLUMILOG compte-tenu de la configuration du stockage et des matières susceptibles d'être stockées (référéncée dans le document de l'INERIS " Description de la méthode de calcul des effets thermiques produits par un feu d'entrepôt ", partie A, réf. DRA-09-90 977-14553A) si les dimensions du bâtiment sont dans son domaine de validité, soit celles calculées par des études spécifiques dans le cas contraire. Cette étude est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées, et pour les installations soumises à déclaration, des organismes de contrôle.</p> <p>Si elle existe et si les éléments répondant aux dispositions ci-dessus y figurent, l'exploitant peut s'appuyer sur toute étude déjà réalisée, notamment les études jointes, le cas échéant, aux dossiers de déclaration, enregistrement ou autorisation.</p> <p><b>Constats :</b> L'exploitant n'a pas été en mesure de fournir l'étude de flux thermique à l'inspection.</p> <p><b>Conclusion :</b> Proposition de mise en demeure (délai : 3 mois)  L'exploitant doit élaborer une étude visant à déterminer les distances correspondant à des effets thermiques en cas d'incendie de 8 kW/ m<sup>2</sup> et, le cas échéant, l'exploitant doit engager les mesures de protection prévues au point 2 de l'annexe VIII de l'arrêté du 11 avril 2017 modifié.  L'exploitant tient cette étude à la disposition de l'inspection.</p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p> <p><b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription</p> <p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

## N° 11 : Moyens de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 13 de l'annexe II
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, 2.b Lutte contre un incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <p>- d'un ou de plusieurs points d'eau incendie, tels que :</p> <p>a. Des prises d'eau, poteaux ou bouches d'incendie normalisés, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins de lutte contre l'incendie ;  b. Des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours.</p> <p>Les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie.</p> <p>L'accès extérieur de chaque cellule est à moins de 100 mètres d'un point d'eau incendie. [Les points d'eau incendie sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins des services d'incendie et de secours)], ces</p>

dispositions ne sont pas applicables aux installations autorisées av 2017, enregistrées av 2011 et les nouvellement soumises.

- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'entrepôt, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;
- de robinets d'incendie armés, situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. Ils sont utilisables en période de gel ; ce point n'est pas applicable pour les cellules ou parties de cellules dont le stockage est totalement automatisé ;
- le cas échéant, les moyens fixes ou semi-fixes d'aspersion d'eau prévus aux points 3.3.1 et 6 de cette annexe.

L'exploitant informe les services d'incendie ou de secours de l'implantation des points d'eau incendie.

L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.

En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus. L'efficacité de cette installation est qualifiée et vérifiée par des organismes reconnus compétents dans le domaine de l'extinction automatique ; la qualification précise que l'installation est adaptée aux produits stockés, y compris en cas de liquides et solides liquéfiables combustibles et à leurs conditions de stockage.

Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt soumis à enregistrement ou à autorisation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classes et conservés au moins quatre ans dans le dossier prévu au point 1.2 de la présente annexe.

Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas de sinistre et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.

#### **Constats :**

L'inspection a constaté la présence de deux poteaux d'aspiration de la réserve d'eau extérieure de couleur bleue et plusieurs poteaux incendie dont un sur pied métallique. Néanmoins, l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier du bon dimensionnement effectif de ces installations.

L'inspection a constaté la présence d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'entrepôt. Compte-tenu du stockage d'aérosols extrêmement inflammables et de la consultation des FDS sur place, l'inspection constate que les agents d'extinction ne sont pas appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées.

Par sondage, l'inspection a constaté que la dernière vérification des extincteurs date du 23/11/2022.

L'inspection a constaté la présence de robinets d'incendie armés (RIA) situés à proximité des issues. Cependant, plusieurs RIA ne sont pas facilement accessibles car des palettes ou colis sont stockés à proximité immédiate des RIA.

Par sondage, l'inspection a constaté que la dernière vérification des RIA date de juin 2022.

#### **Conclusion :** Proposition de mise en demeure ( délai : 1 mois ) :

L'exploitant doit fournir à l'inspection les procès verbaux de réception des poteaux incendie d'aspiration de la réserve d'eau extérieure et du poteau incendie sur pied justifiant des caractéristiques attendus pour les points d'eau incendie au titre du point 13 de l'arrêté du 11 avril



<p>2017 modifié. Il devra s'assurer que les points d'eau incendie sont en mesure de fournir unitairement et, le cas échéant, de manière simultanée, un débit minimum de 60 mètres cubes par heure durant deux heures.</p> <p>L'exploitant doit mettre en place des agents d'extinction appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées conformément à l'alinéa 7 du point 13 de l'arrêté du 11 avril 2017 modifié.</p>
Observations : L'exploitant doit s'assurer que les RIA soient facilement identifiables et accessibles.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II point 21, AP d'astreinte administrative du 14 août 2020</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prescriptions générales</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b>  Date d'inspection : 18 avril 2019  Suites données : Mise en demeure, respect de prescriptions  Echéance : 23/06/2019</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  "La société IMPLUS EU [...] est rendue redevable, jusqu'au respect des dispositions de l'article 1er de l'arrêté de mise en demeure du 23 mai 2019, d'une astreinte journalière dont le montant est réparti comme suit :  [...]  - 10€/jour (dix euros) les quatre-vingt-dix premiers jours puis 100€/jour (cent euros) jusqu'au respect des dispositions de l'article 21 de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 susvisé, en établissant des consignes écrites précisant les modalités d'application des dispositions dudit arrêté ministériel du 11 avril 2017 ; ces consignes doivent être tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel."</p> <p>Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II point 21:  Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté doivent être établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.  Ces consignes doivent notamment indiquer :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'interdiction de fumer ;</li> <li>- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;</li> <li>- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, hormis, le cas échéant dans les bureaux séparés des cellules de stockages ;</li> <li>- l'obligation du document ou dossier évoqué au point 20 ;</li> <li>- les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;</li> <li>- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, ventilation, climatisation, chauffage, fermeture des portes coupe-feu, obturation des écoulements d'égouts notamment) ;</li> <li>- les mesures permettant de tenir à jour en permanence et de porter à la connaissance des services d'incendie et de secours la localisation des matières dangereuses, et les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;</li> <li>- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues au point 11 ;</li> <li>- les moyens de lutte contre l'incendie ;</li> <li>- les dispositions à mettre en œuvre lors de l'indisponibilité (maintenance...) de ceux-ci ;</li> <li>- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b>  L'inspection a constaté que l'exploitant n'a pas établi et affiché dans les lieux fréquentés par le personnel des consignes écrites précisant les modalités d'application des dispositions de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510.</p> <p><b>Conclusion :</b> cette prescription n'est pas respectée, l'astreinte administrative ne peut être levée. Une liquidation partielle d'astreinte sera proposée pour la période du 13 janvier 2021 (date de la précédente liquidation partielle d'astreinte, calculée jusqu'au 12 janvier 2021 inclus) et le 26 janvier 2023.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>

<b>Proposition de suites : Liquidation partielle d'astreinte</b>
--

N° 13 : Accessibilité services de secours

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 14/08/2020, article 1er, Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Accessibilité
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Date d'inspection : 26 février 2020 Suites données : Mise en demeure, respect de prescriptions Echéance : 14 novembre 2020
<b>Prescription contrôlée :</b> "La société IMPLUS EU [...] est mise en demeure de respecter, dans le délai de trois mois à compter de la notification de la présente décision, les prescriptions des articles suivants de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 11 avril 2017 susvisé : [...] - article 3.1, en mettant en place des consignes précises pour l'accès des secours au site à tout moment de la journée ;"
<b>Constats :</b> L'exploitant n'a pas été en mesure de fournir à l'inspection les consignes pour l'accès des secours au site.  L'exploitant indique que le SDIS a un double de la télécommande permettant d'accéder au site. Après vérification auprès du SDIS, celui-ci ne dispose pas d'une telle télécommande.  <u>Conclusion :</u> la mise en demeure ne peut pas être considérée comme respectée.  Proposition : astreinte journalière de 50 euros par jour pendant 90 jours, puis 150 euros par jour jusqu'à la satisfaction du respect des prescriptions visées par l'article 1er de l'arrêté de mise en demeure du 14 août 2020.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Astreinte
<b>Proposition de délais :</b> /

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 14/08/2020, article 1er, Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 11
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Eaux extinction incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Date d'inspection : 26 février 2020 Suites données : Mise en demeure, respect de prescriptions Echéance : 14 novembre 2020
<b>Prescription contrôlée :</b> "La société IMPLUS EU [...] est mise en demeure de respecter, dans le délai de trois mois à compter de la notification de la présente décision, les prescriptions des articles suivants de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 11 avril 2017 susvisé : [...] • article 11, en mettant en place : – un marquage dans les bassins de rétention permettant de connaître en permanence les volumes disponibles pour la rétention des eaux susceptibles d'être polluées en cas d'incendie sur le site ; – un affichage clairement visible des vannes d'isolement du site ; – des consignes écrites pour l'entretien et le fonctionnement des vannes d'isolement ;"
<b>Constats :</b> L'inspection a constaté que le marquage dans les bassins de rétention permettant de connaître en permanence les volumes disponibles pour la rétention des eaux susceptibles d'être polluées en cas d'incendie sur le site n'est pas présent. De plus, les bassins sont partiellement remplis d'eau, de végétaux et de déchets.  L'inspection a constaté que l'affichage des vannes est mis en place mais pas à proximité immédiate des vannes. L'exploitant n'a pas été en mesure d'indiquer où se trouvaient ces vannes d'isolement ni si des consignes pour l'entretien et le fonctionnement des vannes existaient. Au delà des consignes, l'exploitant s'assure que l'entretien est effectif et à tracer.
<u>Conclusion :</u> la mise en demeure ne peut être considérée comme respectée.
Proposition : astreinte journalière de 50 euros par jour pendant 90 jours, puis 150 euros par jour jusqu'à la satisfaction du respect des prescriptions de l'arrêté de mise en demeure du 14 août 2020.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Astreinte
<b>Proposition de délais :</b> /

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article point 5 de l'annexe II
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Désenfumage
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les cellules de stockage sont divisées en cantons de désenfumage d'une superficie maximale de 1 650 mètres carrés et d'une longueur maximale de 60 mètres. [...]</p> <p>Les cantons de désenfumage sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés.</p> <p>Des exutoires à commande automatique et manuelle font partie des dispositifs d'évacuation des fumées. La surface utile de l'ensemble de ces exutoires n'est pas inférieure à 2 % de la superficie de chaque canton de désenfumage.</p> <p>[...]</p> <p>La commande manuelle des exutoires est au minimum installée en deux points opposés de l'entrepôt de sorte que l'actionnement d'une commande empêche la manœuvre inverse par la ou les autres commandes. Ces commandes manuelles sont facilement accessibles aux services d'incendie et de secours depuis les issues du bâtiment ou de chacune des cellules de stockage. Elles doivent être manœuvrables en toutes circonstances.</p> <p>Des amenées d'air frais d'une superficie au moins égale à la surface utile des exutoires du plus grand canton, cellule par cellule, sont réalisées soit par des ouvrants en façade, soit par des bouches raccordées à des conduits, soit par les portes des cellules à désenfumer donnant sur l'extérieur.</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection a constaté que des commandes manuelles des exutoires ne sont pas bien réparties et qu'elles ne sont pas facilement accessibles et manœuvrables en toutes circonstances car des palettes et colis sont stockés à proximité immédiate. Par sondage, l'inspection a constaté que la dernière vérification des trappes de désenfumage date du 30/11/2022.</p> <p>L'exploitant n'a pas été en mesure d'indiquer à l'inspection où se trouvaient les amenées d'air frais nécessaires.</p> <p><b>Conclusion :</b> Proposition de mise en demeure ( délai : 1 mois)</p> <p>L'exploitant doit s'assurer que les commandes manuelles des exutoires sont bien réparties, facilement accessibles et manœuvrables en toutes circonstances.</p> <p>L'exploitant doit s'assurer, cellule par cellule, que des amenées d'air frais d'une superficie au moins égale à la surface utile des exutoires du plus grand canton sont réalisées soit par des ouvrants en façade, soit par des bouches raccordées à des conduits, soit par les portes des cellules à désenfumer donnant sur l'extérieur.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 16 : Evacuation du personnel**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article point 14 de l'annexe II
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Evacuation du personnel
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Conformément aux dispositions du code du travail, les parties de l'entrepôt dans lesquelles il peut y avoir présence de personnel comportent des dégagements permettant une évacuation rapide. [...] Deux issues au moins, vers l'extérieur de l'entrepôt ou sur un espace protégé, dans deux directions opposées, sont prévues dans chaque cellule de stockage d'une surface supérieure à 1 000 m2. En présence de personnel, ces issues ne sont pas verrouillées et sont facilement manœuvrables. [...]
<b>Constats :</b> L'inspection a constaté que deux issues de secours sont verrouillées au niveau de l'arrière du bâtiment. L'exploitant indique que, pour des raisons de sécurité (éviter les intrusions), ces issues ne s'ouvrent qu'avec un badge.  <u>Conclusion :</u> Proposition de mise en demeure ( délai : 1 mois) : L'exploitant doit s'assurer que les issues de secours ne sont pas verrouillées et sont facilement manœuvrables.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois



<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 6 point 1
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Enregistrement substances
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Article 6 du règlement n°1907/2006 du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2006 (REACH) : Obligation générale d'enregistrement de substances telles qu'elles ou contenues dans des mélanges</p> <p>1. Sauf disposition contraire du présent règlement, tout fabricant ou importateur d'une substance, telle qu'elle ou contenue dans un ou plusieurs mélange(s), en quantités de 1 tonne ou plus par an, soumet une demande d'enregistrement à l'Agence. [...]</p>
<p><b>Constats :</b> L'exploitant indique que les aérosols stockés sont achetés aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne directement. En l'absence d'information contraire, l'exploitant est donc l'importateur des substances contenues dans les aérosols. L'exploitant indique être au courant qu'il est de sa responsabilité d'établir la fiche de données de sécurité (FDS) des produits importés.</p> <p>L'exploitant n'a pas indiqué avoir connaissance de l'existence d'un représentant exclusif qui serait en charge de l'enregistrement des substances auprès de l'Agence européenne des produits chimiques (ECHA).</p> <p>Au jour de l'inspection, l'inspection a constaté que l'exploitant détient sur site 56,53 tonnes du produit Waterproof et 51,16 tonnes du produit Instant Cleaner. Au regard des informations fournies par les FDS de ces produits (contenant des substances CMR) et vérification par sondage, les substances "Naphta (petroleum), hydrotreated heavy" et "Petroleum gases, liquefied" semblent donc importées en quantité supérieure à 1 tonne par an. L'exploitant n'a pas été en mesure de fournir de numéro d'enregistrement auprès de l'Agence européenne des produits chimiques (ECHA).</p> <p><u>Conclusion :</u> L'exploitant est en défaut d'enregistrement des substances importées. • Proposition : mise en demeure produits chimiques (délai : 1 et 3 mois) L'exploitant doit justifier, sous 1 mois à compter de la notification de l'arrêté de mise en demeure, la quantité importée de chaque substance par an contenu dans les aérosols et préciser si ces substances ont été enregistrées au titre du règlement européen REACH (exemption, représentant exclusif etc.). Le cas échéant, l'exploitant doit sous 3 mois à compter de la notification de l'arrêté de mise en demeure, régulariser la situation, c'est-à-dire soit cesser l'activité d'importation des matières nécessitant un enregistrement, soit enregistrer auprès de l'ECHA les substances importées en quantité supérieure à 1 tonne par an, conformément au règlement n°1907/2006 du parlement européen et du conseil du 18 décembre 2006.</p> <p>• Proposition : mesures d'urgence ICPE (délai : 7 jours) Compte-tenu du défaut d'autorisation environnementale pour le stockage de ces substances et de l'absence de maîtrise des risques associés, l'exploitant doit s'assurer de la prise en charge des produits qu'il stocke, contenant les substances non enregistrées au titre du règlement européen n°1907/2006 du 18 décembre 2006 modifié susvisé, par un tiers autorisé d'une part à exploiter des installations adaptées au stockage de ces produits (au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement) et d'autre part, en situation régulière par rapport aux prescriptions du règlement européen n°1907/2006 du 18 décembre 2006 modifié susvisé.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mesures d'urgence, Mise en demeure, produits chimiques
<b>Proposition de délais :</b> 7 jours pour la mesure d'urgence, 1 et 3 mois pour la mise en demeure



<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, Annexe II
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, FDS
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Annexe II du règlement n°1907/2006 du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2006 : [...]</p> <p><b>3. RUBRIQUE 3 — Composition/informations sur les composants</b>  Cette rubrique de la fiche de données de sécurité décrit l'identité chimique du ou des composants de la substance ou du mélange, y compris les impuretés et les additifs stabilisants visés ci-après. Il convient d'indiquer les données de sécurité disponibles et appropriées en ce qui concerne la chimie des surfaces.  [...]</p> <p><b>3.2. Mélanges</b>  L'identificateur de produit, la concentration ou les fourchettes de concentration et les classifications doivent être fournies au moins pour toutes les substances visées aux points 3.2.1 et 3.2.2. Les fournisseurs de mélanges ont la faculté d'énumérer en outre toutes les substances présentes dans le mélange, y compris celles qui ne répondent pas aux critères de classification. Ces informations doivent permettre au destinataire d'identifier facilement les dangers liés aux substances présentes dans le mélange. Les dangers du mélange lui-même doivent être indiqués à la rubrique 2.  [...]</p> <p><b>3.2.3. Pour les substances mentionnées à la sous-rubrique 3.2:</b>  — il y a lieu de fournir leur classification selon le règlement (CE) n° 1272/2008, y compris la ou les classes de danger et le ou les codes de catégories, tels que prévus au tableau 1.1 de l'annexe VI dudit règlement, ainsi que les mentions de danger et les mentions de danger supplémentaires. Il n'est pas nécessaire que les mentions de danger et les mentions de danger supplémentaires figurent intégralement dans cette sous-rubrique; leurs codes sont suffisants. Lorsque leur libellé n'est pas reproduit intégralement, il convient de faire référence à la rubrique 16, où figurera le texte intégral de chaque mention de danger pertinente. Si la substance ne répond pas aux critères de classification, il y a lieu de préciser la raison pour laquelle elle est mentionnée à la sous-rubrique 3.2, par exemple: «Substance vPvB non classée» ou «Substance pour laquelle il existe, en vertu des dispositions de l'Union, une limite d'exposition sur le lieu de travail».  — il convient d'indiquer la limite de concentration spécifique, le facteur M et l'estimation de la toxicité aiguë pour la substance figurant à l'annexe VI, partie 3, du règlement (CE) n° 1272/2008 ou déterminée conformément à l'annexe I dudit règlement, s'ils sont disponibles.  — si la substance utilisée dans le mélange est une nanoforme et est enregistrée comme telle ou traitée comme telle dans le rapport d'utilisateur en aval sur la sécurité chimique, il y a lieu d'indiquer les caractéristiques des particules qui définissent la nanoforme, selon la description de l'annexe VI. Si la substance utilisée dans le mélange est une nanoforme mais n'est pas enregistrée ou traitée dans le rapport d'utilisateur en aval sur la sécurité chimique, les caractéristiques des particules qui ont une incidence sur la sécurité du mélange doivent être indiquées.</p> <p><b>3.2.4. Pour les substances mentionnées à la sous-rubrique 3.2, il convient d'indiquer le nom et, s'il est disponible, le numéro d'enregistrement attribué en application de l'article 20, paragraphe 3, du présent règlement.</b>  Sans préjudice des obligations incombant aux utilisateurs en aval prévues à l'article 39 du présent règlement, la partie du numéro d'enregistrement désignant les différents déclarants lors d'une soumission conjointe peut être omise par le fournisseur du mélange, pour autant que:  a) ce fournisseur s'engage à communiquer, sur demande, le numéro d'enregistrement complet pour les besoins de la mise en œuvre,  ou, s'il ne dispose pas du numéro d'enregistrement complet, à transmettre la demande à son fournisseur, conformément au point b); et</p>

b) ce fournisseur communique le numéro d'enregistrement complet à l'autorité de l'État membre chargée du contrôle de la mise en œuvre ou de l'exécution de la législation (ci-après l'«autorité de contrôle») dans les sept jours suivant la demande, reçue directement de l'autorité de contrôle ou transmise par son destinataire, ou, s'il ne dispose pas du numéro d'enregistrement complet, qu'il transmette la demande à son propre fournisseur dans les sept jours suivant la demande, tout en informant en même temps l'autorité de contrôle.

Si le numéro CE est connu, il doit être fourni conformément au règlement (CE) n° 1272/2008. S'ils sont connus, le numéro CAS et le nom UICPA peuvent également être mentionnés.

**Constats :**

L'inspection constate sur les fiches de données de sécurité (FDS) fournies qu'il manque des informations ou comportent des informations erronées, pour les substances vérifiées par sondage :

- les numéros d'enregistrement des substances,
- les mentions de danger/ catégories de danger :
  - naphta (n°CAS 64742-48-9), classification harmonisée selon le règlement CLP : H304 (Asp.Tox. 1), H340 (Muta. 1B), H350 (Carc. 1B) - il manque les mentions H340 et H350 dans les FDS fournies par l'exploitant
  - petroleum gases (n°CAS 68476-85-7), classification harmonisée selon le règlement CLP: H220, H340 (Muta 1B), H350 (Carc. 1A) - il manque les mentions H340 et H350 dans les FDS fournies par l'exploitant

L'inspection a constaté que les palettes des produits aérosols ne comportaient aucun étiquetage spécifique (mention de danger).

Conclusion : Proposition : mise en demeure produits chimiques (délai : 3 mois)

Les fiches de données de sécurité ne contiennent pas les informations requises. L'étiquetage des produits ne peut donc pas comporter les bonnes catégories de danger.

Proposition :

L'exploitant doit mettre à jour les fiches de données de sécurité avec l'ensemble des informations requises. Ce travail est à réaliser pour les produits identifiés par sondage par l'inspection mais également pour l'ensemble des produits pour lesquels la FDS n'est pas complète.

L'exploitant doit s'assurer que l'étiquetage des produits concernés corresponde aux mentions de danger des FDS mises à jour.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, produits chimiques

**Proposition de délais :** 3 mois